



Invitation Club de l'Europe

En partenariat avec Syngenta

« En quoi l'Europe peut-elle aider les pays en développement, et plus particulièrement les pays africains, à développer leur agriculture et leur système agroalimentaire ? »

**Dîner Débat du mercredi 08 novembre – 20h
Restaurant L'Envue
39 rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS**

Cette rencontre, en petit comité (12 à 15 personnes maximum), organisée par le Club de l'Europe en partenariat avec Syngenta, a pour vocation de réunir des personnalités d'horizons divers, afin de leur offrir la possibilité d'échanger leurs points de vue et réflexions au cours d'une discussion libre. Sont conviés, principalement, des membres de l'administration décentralisée et déconcentrée, des élus de la région, des entreprises du secteur, ainsi que des représentants de la société civile locale.

www.europolitic.fr



Alors que les disponibilités alimentaires seraient aujourd'hui suffisantes pour satisfaire les besoins caloriques de la population mondiale si l'accès à l'alimentation était équitable, plus de 13 % de la population vivant dans les pays en développement est sous-alimentée. L'éradication de la malnutrition, ainsi qu'une meilleure gestion des ressources naturelles dans la production alimentaire restent des enjeux majeurs de notre époque.

Plusieurs obstacles semblent se poser aux pays en développement ; tout particulièrement en Afrique, la conjonction de l'explosion démographique avec les conséquences irréversibles du réchauffement climatique et l'épuisement des terres arables pourrait provoquer des tragédies humanitaires sans précédent, auxquels l'aide internationale serait difficilement en mesure de répondre sans occulter les mouvements massifs de population qui affecteront en premier lieu les pays africains eux-mêmes. Rappelons d'abord qu'il est difficile de parler d'agriculture africaine tant il y a en réalité des agricultures africaines qui diffèrent les unes des autres en fonction de la structure des économies, de la démographie, de la dynamique des marchés mondiaux, des accords internationaux sur le commerce et des ressources naturelles.

Certains chiffres illustrent bien la complexité à mener une transition agricole et à produire suffisamment pour nourrir les habitants, dont le nombre croît toujours plus vite. L'agriculture emploie aujourd'hui 61% des Africains et ne représente pourtant que 25% du PIB du continent. Ce déséquilibre flagrant se reflète dans les 35 milliards de dollars d'importations nettes de denrées alimentaires chaque année, chiffre qui pourrait passer à 100 milliards d'ici à 2025. Un paradoxe alors que l'Afrique possède 65% des terres arables non-cultivées à la surface de la terre. La productivité du secteur est largement inférieure à la moyenne mondiale. La transformation de l'agriculture n'est donc pas tant un impératif industriel qu'humain alors que près de 23% des habitants d'Afrique subsaharienne souffrent encore de la faim.

Dans le cadre du plan « Nourrir l'Afrique » de la Banque Africaine de Développement à l'horizon 2025, les agropoles sont au cœur de la transformation agricole du continent. Ces pôles de croissance agricole mettent en place des chaînes de valeurs intégrées pour capter une plus grande part de la valeur ajoutée et garantir l'autosuffisance régionale pour certains produits de base, tout en créant plus d'emplois et de revenus pour les femmes et les jeunes. Différents leviers sont actionnés pour permettre la réussite de ce plan : facilitation de l'accès aux financements, développement des infrastructures, réglementation favorable et importance accordée à l'inclusion des acteurs le long des chaînes de valeur et à la durabilité des systèmes alimentaires.

Si une grande partie du travail devra être accomplie par les populations elles-mêmes, une coopération internationale et pluridisciplinaire est également essentielle. Cela nécessite, dans une large mesure, des politiques d'accompagnement et l'intervention des pouvoirs publics, des agronomes, des industriels, des démographes ou encore des économistes. Il est indispensable que les gouvernements africains et leurs partenaires extérieurs apportent leur soutien aux millions de petits agriculteurs pauvres de l'Afrique afin d'augmenter les réserves alimentaires, améliorer l'infrastructure rurale et les moyens d'accès aux marchés. Sans tomber dans un discours moral ou moraliste, il paraît difficile, pour l'Europe et la France de s'affranchir de sa responsabilité en la matière, étant donné sa position particulièrement avantageuse, tant du point de vue des conditions de production que des savoir-faire. Il est donc urgent d'apporter des réponses concrètes à la question du comment.

Comment permettre aux pays africains de réaliser le potentiel du secteur agricole pour la croissance économique et la création d'emplois, en particulier parmi les agriculteurs, les femmes et les jeunes ? Quels moyens devraient être mobiliser en priorité pour atteindre l'objectif de lutte contre la pauvreté défini dans les Objectifs du Développement Durable (ODD) en 2015 ? Comment s'assurer que l'investissement dans ces pôles de croissance ne soit pas pénalisant pour les équilibres territoriaux ?

L'Afrique a un potentiel immense qui ne demande qu'à être mis en valeur ;

quelles leçons peuvent être tirées des différentes expériences menées à travers le monde afin de les adapter aux agricultures africaines ? Comment accroître et encourager sur le long terme les investissements en recherche et la diffusion technologique du secteur privé dans l'agriculture ?

François CAMBON

Président du Club de l'Europe
Mail: francois.cambon@europolitic.fr
Tél : +33 (0) 6 74 41 65 55

Laure MOLLICA

Chargée d'études et de projets
Mail: laure.mollica@europolitic.fr
Tél : +33 (0) 1 41 92 92 32